

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 438

[C - 27080]

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion comptable, financière et patrimoniale de l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) service à gestion séparée

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140 mis en vigueur par l'arrêté royal du 9 février 1993;

Vu le décret du 6 avril dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée Office wallon de Développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget et des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que depuis la parution du décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée il s'impose d'assurer l'ouverture de la nouvelle gestion comptable, financière et patrimoniale de cette division;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances et du Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Du budget

Article 1^{er}. Le budget de l'Office wallon de Développement rural, ci-après dénommé "l'Office", reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Il est établi annuellement.

L'année budgétaire, ci-après dénommée "exercice" commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

Art. 2. Les dépenses relatives au fonctionnement de l'Office ainsi qu'à la gestion et à l'organisation des biens qui lui sont affectés sont à charge du budget dudit Office.

Art. 3. Le budget est divisé en trois parties :

a) les opérations courantes;

b) les opérations en capital;

c) les opérations pour ordre.

Les opérations sont ventilées conformément à la classification économique.

Art. 4. Les recettes portent sur les sommes qui seront versées au profit de l'Office au cours de l'année budgétaire et comprennent :

a) les soldes reportés de l'exercice précédent;

b) la dotation inscrite au budget de la Région wallonne;

c) les produits des services rendus à des tiers;

d) les recettes pour ordre;

e) les droits qui naîtront au cours de l'exercice budgétaire concerné.

Art. 5. Les crédits de dépenses portent sur les sommes qui seront dues au cours de l'année budgétaire concernée.

Art. 6. Les crédits de dépenses couvrent à la fois les actes d'engagement et les opérations d'ordonnement.

Toutefois, lorsque les crédits concernent des travaux ou des fournitures de biens ou de services, qui nécessitent un délai d'exécution supérieur à douze mois, ils peuvent être dissociés en crédit d'engagement et crédit d'ordonnement. Dans ces cas :

- le crédit d'engagement prévoit le montant des obligations qui peuvent être contractées pendant l'année budgétaire;

- le crédit d'ordonnement prévoit le montant qui peut être ordonné au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des obligations contractées tant pendant celle-ci qu'au cours des années antérieures.

Art. 7. L'avant-projet de budget sera transmis au Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux, au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année budgétaire.

Le budget de l'Office est inséré dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne et est inscrit au titre VI du tableau de ce décret.

L'approbation du budget de l'Office est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Région. Ce décret autorisera le Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux à opérer des transferts de crédits.

Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, il y aura lieu de se référer aux dispositions contenues dans le décret - présenté par le Gouvernement - ouvrant des crédits provisoires.

CHAPITRE II. — De la comptabilité et de la reddition des comptes

Art. 8. Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

Le Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du Ministre du Budget et des Finances.

Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 9. A la fin de chaque exercice, il sera dressé :

- 1° un bilan,
- 2° un compte d'exécution du budget,
- 3° un compte de variation de la valeur des biens patrimoniaux.

Les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, sont établis conformément aux chapitres 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Au plus tard le 31 mars suivant l'exercice auquel ils se rapportent, le Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux transmet ce bilan et ces comptes au Ministre du Budget et des Finances qui les soumettra à la Cour des comptes pour le 30 avril au plus tard.

Art. 10. Les comptes visés à l'article 9, alinéa 1^{er}, sont joints aux comptes d'exécution de la Région wallonne - partie Ministère de la Région wallonne (Direction générale de l'Agriculture) - et inclus au compte général de la Région wallonne.

CHAPITRE III. — De la gestion comptable et financière

Art. 11. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes ni le montant des crédits limitatifs votés en faveur de l'Office.

Art. 12. Le budget est géré par l'Inspecteur général, fonctionnaire-dirigeant de l'Office ou par un ordonnateur délégué. Dans cette fonction, ils respectent les règles régissant l'engagement des dépenses des services d'administration de l'Etat et tiennent à cette fin une comptabilité des engagements.

Art. 13. Sont dispensés du visa préalable du contrôleur des engagements :

- les contrats et marchés dont l'importance ne dépasse pas 50 000 francs, TVA non comprise;
- les contrats de service passés avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration de la Conservation des Hypothèques ou l'Administration du Cadastre;
- les dépenses relatives aux impôts dus sur le patrimoine foncier.

Art. 14. L'Office wallon de Développement rural ne peut consentir d'avances pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement et incombant à des personnes morales de droit public que pour autant que celles-ci se soient préalablement engagées, vis-à-vis du Comité compétent et vis-à-vis de l'Office, à procéder au remboursement dans un délai inférieur à six mois à compter de la notification de la déclaration de créance consécutive à l'avancement des travaux.

Il ne peut consentir d'avances pour des dépenses de même nature incombant à des propriétaires, usufruitiers et preneurs au sens de la législation sur le remembrement que pour autant que les conditions et les délais de paiement qu'il leur consent éventuellement, prévoient un délai maximum de dix-huit ans à compter de la signature de l'acte de remembrement ou de l'acte complémentaire et un taux d'intérêt égal à la moyenne arithmétique du taux Brussels Interbank Offered Rate (BIBOR - 1 mois) des trois derniers mois précédant le premier du mois qui précède la signature de l'acte.

Art. 15. A la fin de l'exercice, les soldes relatifs aux opérations courantes, aux opérations de capital et aux opérations pour ordre s'ajoutent respectivement aux recettes courantes, aux recettes en capital et aux recettes pour ordre de l'exercice suivant.

Art. 16. Dès le début de l'exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice antérieur peuvent être utilisés.

Art. 17. Le contrôleur des engagements de l'Office et son suppléant éventuel sont désignés par le Gouvernement wallon parmi les fonctionnaires de la Région, sur présentation conjointe du Ministre du Budget et des Finances et du Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux.

Le comptable de l'Office et le comptable des Comités justiciables de la Cour des comptes de même que leurs suppléants éventuels sont désignés de la même manière que le contrôleur des engagements de l'Office par le Gouvernement wallon.

Art. 18. Le comptable de l'Office est chargé :

- 1° de la perception des recettes constatées;
 - 2° de l'exécution des paiements;
 - 3° de la gestion et de la garde des fonds et valeurs;
- Le comptable des Comités de Remembrement est chargé :
- 1° de la perception des recettes des Comités de Remembrement;
 - 2° de l'exécution des paiements décidés par les Comités de Remembrement.

L'Office wallon de Développement rural tient une comptabilité des engagements. Il présente en outre un compte d'exécution.

Il est chargé de l'élaboration et la garde des documents visés aux articles 8 et 9, de la tenue de la comptabilité patrimoniale et de l'établissement périodique d'un inventaire du patrimoine.

CHAPITRE IV. — Du contrôle

Art. 19. Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable de l'Office sans l'intervention préalable de la Cour des comptes.

Art. 20. L'Office est soumis au pouvoir de contrôle du Ministre du Budget et des Finances. Ce contrôle est exercé, selon les règles et modalités d'application à la Région, par l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

La Cour des comptes peut contrôler la comptabilité sur place. Elle peut se faire fournir en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 21. Le Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement de biens ruraux et le Ministre du Budget et des Finances établissent un bilan d'ouverture sur la base d'un inventaire des éléments constitutifs de l'Office wallon de Développement rural.

Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées par le Gouvernement wallon.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 1995, à l'exception des articles 1^{er}, 2, 3 4, 7, 8, 9, 12, 15, 16, 17, et 18 et 20 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Art. 23. Le Ministre compétent en matière de développement rural et de remembrement des biens ruraux et le Ministre du Budget et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E.,
du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, de Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 438

[C - 27080]

14. DEZEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Rechnungsführung sowie die Finanz- und Vermögensverwaltung des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) (O.W.D.R.) als getrennt verwalteten Dienststelle

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, insbesondere des durch den Königlichen Erlaß vom 9. Februar 1993 in Kraft gesetzten Artikels 140;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de Développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es seit der Veröffentlichung des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" notwendig ist, die neue Buchführung sowie die Finanz- und Vermögensverwaltung dieser Abteilung einzuleiten;

Auf Vorschlag des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers und des für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung der ländlichen Güter zuständigen Ministers,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Haushalt

Artikel 1 - Der Haushaltsplan des "Office wallon de Développement rural", nachstehend das "Office" genannt, führt die Gesamtheit seiner Einnahmen und Ausgaben auf.

Er wird jährlich aufgestellt.

Das Haushaltsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 2 - Die mit dem Betrieb des "Office" und der Verwaltung und Organisation der ihm zugeteilten Güter zusammenhängenden Ausgaben gehen zu Lasten des Haushaltsplans des besagten "Office".

Art. 3 - Der Haushaltsplan besteht aus 3 Teilen:

a) die laufenden Geschäfte;

b) die Kapitalgeschäfte;

c) die Ordergeschäfte;

Die Geschäfte werden nach der wirtschaftlichen Aufteilung klassifiziert.

Art. 4 - Die Einnahmen betreffen die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres zugunsten des "Office" überwiesen werden; es handelt sich um:

a) die vorgetragenen Salden aus dem vorigen Haushaltsjahr;

b) die im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragene Dotation;

c) die Erträge aus Diensten an Drittpersonen;

d) die Erträge aus Ordergeschäften;

e) Rechte, die im Laufe des betreffenden Haushaltsjahres entstehen werden.

Art. 5 - Die Ausgabenkredite betreffen Beträge, die im Laufe des betreffenden Haushaltsjahres geschuldet werden.

Art. 6 - Die Ausgabenkredite betreffen sowohl Ausgabenverpflichtungen als auch Ausgabenanweisungen.

Wenn die Kredite jedoch Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen betreffen, deren Ausführungsdauer mehr als zwölf Monate beträgt, können sie in Verpflichtungsermächtigungen und Ausgabeermächtigungen aufgeteilt werden. In diesen Fällen:

- muß in der Verpflichtungsermächtigung der Gesamtbetrag der Verpflichtungen, die im Laufe des Haushaltsjahres eingegangen werden dürfen, festgelegt sein;
- muß in der Ausgabeermächtigung der Gesamtbetrag, der im Laufe des Haushaltsjahres zwecks der Begleichung der sowohl während des betreffenden Haushaltsjahres als auch während der vorigen Jahre eingegangenen Verpflichtungen zur Zahlung angewiesen werden darf, festgelegt sein.

Art. 7 - Der Haushaltsvorentwurf wird dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern gehören, spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem betreffenden Haushaltsjahr übermittelt.

Der Haushaltsplan des "Office" wird in das Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region eingefügt, und wird im Titel VI der Tabelle dieses Dekrets aufgenommen.

Die Genehmigung des Haushaltsplans des "Office" erfolgt durch die Verabschiedung der betreffenden Bestimmungen im Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region. Durch dieses Dekret wird der für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständige Minister dazu ermächtigt, Übertragungen von Geldmitteln durchzuführen.

Wenn der Haushaltsplan vor dem Anfang des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden ist, gilt es, die im - von der Regierung vorgestellten - Dekret enthaltenen Bestimmungen zur Eröffnung von provisorischen Haushaltsmitteln anzuwenden.

KAPITEL II. — *Buchführung und Rechnungslegung*

Art. 8 - Am Ende jedes Semesters werden eine Einnahmen- und Ausgabenaufstellung erarbeitet.

Der für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständige Minister legt diese Einnahmen- und Ausgabenaufstellungen dem Rechnungshof vor, und zwar durch die Vermittlung des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers.

Die Belege werden jedoch an Ort und Stelle aufbewahrt.

Art. 9 - Am Ende jedes Haushaltsjahres werden folgende Dokumente aufgestellt:

- 1° eine Bilanz;
- 2° eine Abrechnung der Haushaltsdurchführung;
- 3° eine Abrechnung über die Wertschwankung der Vermögensgüter.

Die in Absatz 1 gemeinten Unterlagen werden unter Einhaltung der Kapitel 5 und 6 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates aufgestellt.

Der für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständige Minister übermittelt diese Bilanz und diese Abrechnungen dem Minister, der mit den Finanzen und dem Haushaltsplan beauftragt ist, vor dem 31. März des Jahres nach dem Haushaltsjahr, auf das sie sich beziehen. Letzterer legt sie vor dem 30. April dem Rechnungshof vor.

Art. 10 - Die in Art. 9, Absatz 1, gemeinten Abrechnungen werden den Abrechnungen über die Haushaltsdurchführung der Wallonischen Region - nämlich dem Teil "Ministerium der Wallonischen Region (Generaldirektion der Landwirtschaft)" - beigefügt, und in die allgemeine Abrechnung der Wallonischen Region eingefügt.

KAPITEL III. — *Rechnungsführung und Finanzverwaltung*

Art. 11 - Die Summe der Ausgaben darf weder die Summe der Einnahmen noch die Summe der zugunsten des "Office" verabschiedeten einschränkenden Mittel überschreiten.

Art. 12 - Der Haushalt des "Office" wird durch den Generalinspektor leitenden Beamten oder einen bevollmächtigten Anweisungsbefugten verwaltet. In dieser Funktion sind sie verpflichtet, die auf die Ausgabenverpflichtungen bei den Verwaltungsdienststellen des Staates anwendbaren Regeln einzuhalten. Zu diesem Zweck halten Sie eine Buchführung der getätigten Verpflichtungen.

- Art. 13** - Folgende Ausgaben bedürfen nicht des Sichtvermerks vom Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen:
- Verträge und Aufträge deren Wert 50 000,-Francs, exkl. MWSt., nicht überschreitet;
 - Dienstverträge mit der Verwaltung der Einregistrierung und der Domänen, mit der Hypothekenregisterverwaltung oder der Katasterverwaltung;
 - Ausgaben bezüglich Grundstücksvermögenssteuern.

Art. 14 - Dem "Office wallon de Développement rural" wird nicht gestattet, Vorschüsse zu gewähren für technische Ausgaben im Bereich der Anwendung der Gesetzgebung über die Flurbereinigung zu Lasten von juristischen Personen öffentlichen Rechts, es sei denn letztere haben sich selbst dem zuständigen Ausschuss und dem "Office" gegenüber dazu verpflichtet, die Rückzahlung der Vorschüsse innerhalb einer maximalen Frist von sechs Monaten ab der Zustellung der Forderungsanmeldung infolge des Arbeitsfortschrittsstandes zu tätigen.

Ihm wird ebenfalls nicht gestattet, Vorschüsse zu gewähren für Ausgaben derselben Art zu Lasten von Eigentümern, Nießbrauchern und Abnehmern im Sinne der Gesetzgebung über die Flurbereinigung, es sei denn die eventuell gewährten Zahlungsbedingungen und -fristen bestimmen eine Höchstfrist von 18 Jahren ab der Unterzeichnung der Flurbereinigungsurkunde oder der zusätzlichen Urkunde, sowie einen Zinssatz, der dem arithmetischen Durchschnitt des "Brussels Interbank Offered Rate" Zinssatzes (BIBOR - 1 Monat) der letzten drei Monate vor dem ersten des Monats, der der Unterzeichnung der genannten Urkunde vorangeht, entspricht.

Art. 15 - Am Ende des Haushaltsjahres werden die Salden der laufenden Geschäfte, der Kapitalgeschäfte und der Ordergeschäfte jeweils zu den laufenden Einnahmen, den Kapitaleinnahmen und den Ordereinnahmen hinzugerechnet.

Art. 16 - Die am Ende des vorigen Haushalts verfügbaren Geldmittel können sofort ab dem Anfang des neuen Haushaltsjahres verwendet werden.

Art. 17 - Der Kontrolleur der Verpflichtungen des "Office" und sein eventueller Stellvertreter werden von der Wallonischen Regierung unter den Beamten der Region bezeichnet, aufgrund eines gemeinsamen Vorschlags vom mit den Finanzen- und dem Haushalt beauftragten Minister und vom mit der ländlichen Entwicklung und der Flurbereinigung von ländlichen Gütern beauftragten Minister.

Die dem Rechnungshof gegenüber rechenschaftspflichtigen Buchführer des "Office" und Buchführer der Ausschüsse sowie ihre eventuellen Stellvertreter werden auf die gleiche Weise wie der Kontrolleur der Verpflichtungen des "Office" von der Wallonischen Regierung bezeichnet.

Art. 18 - Der Buchhalter des "Office" hat folgende Aufgaben:

1° die Einziehung der festgestellten Einnahmen;

2° die Tätigkeit der Zahlungen;

3° die Verwaltung und Aufbewahrung der Gelder und Wertpapiere;

Der Buchhalter der Flurbereinigungsausschüsse hat folgende Aufgaben:

1° die Einziehung der Einnahmen der Flurbereinigungsausschüsse;

2° die Tätigkeit der von den Flurbereinigungsausschüssen beschlossenen Zahlungen;

Das "Office wallon de Développement rural" führt eine Buchhaltung der Verpflichtungen. Darüber hinaus sorgt das "Office" ebenfalls für eine Abrechnung der Haushaltsdurchführung.

Es wird mit der Aufstellung und Aufbewahrung der in Art. 8 und 9 erwähnten Unterlagen, der Vermögensbuchhaltung und der periodischen Aufstellung eines Vermögensverzeichnisses beauftragt.

KAPITEL IV. — Kontrolle

Art. 19 - Die Ausgaben werden durch den Buchhalter des "Office" direkt ausgezahlt und überwiesen, ohne vorherige Beteiligung des Rechnungshofs.

Art. 20 - Das "Office" untersteht der Kontrollgewalt des Ministers des Haushalts und der Finanzen. Diese Kontrolle wird nach den auf die Region anwendbaren Regeln und Modalitäten durch den für die ländliche Entwicklung und Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständigen Minister beglaubigten Finanzinspektor ausgeübt. Für die Erfüllung seiner Aufgabe verfügt er über weitgehende Befugnisse.

Der Rechnungshof ist berechtigt, die Buchführung an Ort und Stelle zu kontrollieren. Er ist ebenfalls dazu berechtigt, sich zu jeder Zeit jegliche Belege, Aufstellungen, Auskünfte oder Erklärungen über die Einnahmen und Ausgaben sowie über die Aktiv- und Passivseiten vorlegen zu lassen.

KAPITEL V. — Übergangs- und Schlußbestimmungen

Art. 21 - Der für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständige Minister und der mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragte Minister stellen eine Anfangsbilanz auf unter Berücksichtigung der Grundbestandteile des "Office wallon de Développement rural".

Die Werte der in dem Inventar aufzunehmenden Aktiv- und Passivseiten werden durch die Wallonische Regierung verabschiedet.

Art. 22 - Der vorliegende Erlaß tritt am 15. April 1995 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 15, 16, 17, 18 und 20, die am 1. Januar 1996 in Kraft treten.

Art. 23 - Der für die ländliche Entwicklung und die Flurbereinigung von ländlichen Gütern zuständige Minister und der mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragte Minister werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 438

[C - 27080]

14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer van de comptabiliteit, de financies en het vermogen van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) (O.W.D.R.), dienst met afzonderlijk beheer

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140 in kracht gesteld door het koninklijk besluit van 9 februari 1993;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën en Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, sinds de bekendmaking van het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural", het geboden is een nieuw beheer van de comptabiliteit, de financiën en het vermogen van deze afdeling te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister belast met Financiën en Begroting en van de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begroting*

Artikel 1. De begroting van de "Office wallon de Développement rural", hiernavolgend "de Dienst" genoemd, wordt opgemaakt voor alle ontvangsten en alle uitgaven.

Zij wordt jaarlijks opgesteld.

Het begrotingsjaar, hiernavolgend "boekjaar" genoemd, begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 2. De uitgaven betreffende de werking van de Dienst alsook het beheer en de organisatie van de goederen die de Dienst aangewezen zijn zijn ten laste van de begroting van genoemde Dienst.

Art. 3. De begroting wordt onderverdeeld in drie secties :

- a) de gewone verrichtingen;
- b) de vermogensverrichtingen;
- c) de verrichtingen voor orde.

De verrichtingen worden opgesplitst volgens de economische classificatie.

Art. 4. De ontvangsten betreffen de geldsommen die ten bate van de Dienst zullen worden afgedragen tijdens het begrotingsjaar en bestaan uit :

- a) de overgedragen saldi van het vorige boekjaar;
- b) de dotatie ingeschreven op de begroting van het Waalse Gewest;
- c) de opbrengst van de diensten van derden;
- d) de ontvangsten voor orde;
- e) de rechten die tijdens het betrokken begrotingsjaar zijn vastgesteld.

Art. 5. De kredieten voor uitgaven dekken de bedragen die tijdens het betrokken begrotingsjaar opeisbaar zullen worden.

Art. 6. De kredieten voor uitgaven dekken zowel de vastleggingsakten als de ordonnanceringsverrichtingen.

Wanneer de kredieten evenwel betrekking hebben op werken of op leveringen van goederen of diensten waarvoor een uitvoeringstermijn van meer dan twaalf maanden nodig is, kunnen zij gesplitst worden in een vastleggingskrediet en in een ordonnanceringskrediet. In dat geval :

- bepaalt het vastleggingskrediet het bedrag van de verbintenissen die tijdens het begrotingsjaar aangegaan mogen worden;
- bepaalt het ordonnanceringskrediet het bedrag dat geordonnanceerd mag worden tijdens het begrotingsjaar, tot nakoming van de zowel tijdens dit jaar als in de loop van de vorige jaren aangegane verbintenissen.

Art. 7. Het voorontwerp van de begroting wordt overhandigd aan de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen uiterlijk op 30 juni van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

De begroting van de Dienst wordt bij het decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest gevoegd en ingeschreven onder titel VI van de tabel bij dit decreet.

De goedkeuring van de begroting van de Dienst wordt verkregen door de aanname van de desbetreffende bepalingen in het decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest. Dit decreet verleent machtiging aan de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen tot overschrijvingen van kredieten.

Indien de goedkeuring niet verkregen is voor het begin van het boekjaar dient men zich te schikken naar de bepalingen van het door de Regering voorgedragen decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend.

HOOFDSTUK II. — *Comptabiliteit en aflegging van de rekeningen*

Art. 8. Een staat van de ontvangsten en een staat van de uitgaven wordt opgemaakt op het einde van elke semester.

De Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen legt deze staten voor aan het Rekenhof door toedoen van de Minister van Financiën en Begroting.

De bewijsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 9. Op het einde van elk boekjaar worden opgesteld :

- 1° een balans;
- 2° een rekening van de uitvoering van de begroting;
- 3° een rekening van de schommeling van de waarde van de eigendomsgoederen.

De in het eerste lid bedoelde gegevens worden opgesteld overeenkomstig de hoofdstukken 5 en 6 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Uiterlijk op 31 maart dat volgt op het desbetreffend boekjaar doet de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen deze balans en deze rekeningen aan de Minister van Financiën en Begroting toekomen, die ze uiterlijk op 30 april aan het Rekenhof voorlegt.

Art. 10. De in artikel 9, 1ste lid, bedoelde rekeningen worden gevoegd bij de uitvoeringsrekeningen van het Waalse Gewest -deel Ministerie van het Waalse Gewest (Algemene Directie Landbouw)- en bij de algemene rekening van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK III. — *Beheer van de comptabiliteit en de financiën*

Art. 11. Het bedrag van de uitgaven mag niet hoger zijn dan het bedrag van de ontvangsten of het bedrag van de beperkte kredieten goedgekeurd ten bate van de Dienst.

Art. 12. De begroting wordt beheerd door de inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de Dienst of door een gemachtigde ordonnateur. In deze hoedanigheid nemen zij de regelingen van de vastlegging van de uitgaven van de administratieve diensten van de Staat in acht en houden zij daartoe een boekhouding van de vastleggingen.

Art. 13. Van het voorafgaand visum van de controleur der vastleggingen zijn vrijgesteld :

- de overeenkomsten en opdrachten waarvan het bedrag niet meer dan 50 000 frank, B.T.W. excl., bedraagt;
- de overeenkomsten van diensten afgesloten met de Administratie van Registratie en Domeinen, de Administratie van de Hypotheekbewaring of de Administratie van het Kadaster;
- de uitgaven betreffende de belastingen verschuldigd op de grondeigendom.

Art. 14. De "Office wallon de Développement rural" kan slechts voorschotten toekennen voor de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving op de ruilverkavelingen en ten laste van publiekrechtelijke rechtspersonen voor zover zij zich voorafgaand verbonden hebben ten opzichte van het bevoegd Comité en de Dienst tot de terugbetaling binnen een termijn van minder dan zes maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de schuldvordering overeenkomstig de vorderingstaat van de werken.

Hij mag geen voorschotten toekennen voor gelijkaardige uitgaven die eigenaars, vruchtgebruikers en afnemers in de zin van de wetgeving op de ruilverkavelingen op zich nemen voor zover dat de betalingsvoorwaarden en -termijnen die hij hun eventueel toestaat een maximum termijn van achttien jaar voorzien met ingang op de datum van de ondertekening van de akte van ruilverkaveling of van de aanvullende akte en met een rentevoet gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de rente Brussels Interbank Offered Rate (BIBOR - 1 maand) van de drie laatste maanden vóór de eerste dag van de maand die de ondertekening van de akte voorafgaat.

Art. 15. Aan het einde van het boekjaar worden de saldi van de gewone verrichtingen, de vermogensverrichtingen en de verrichtingen voor orde gevoegd respectievelijk bij de gewone ontvangsten, de vermogensontvangsten en de ontvangsten voor orde van het volgend boekjaar.

Art. 16. Vanaf het begin van het boekjaar kunnen de bij de afloop van het vorig boekjaar beschikbare financiële middelen gebruikt worden.

Art. 17. De controleur der vastleggingen van de Dienst en zijn eventuele plaatsvervanger worden aangesteld door de Waalse Regering tussen de ambtenaren van het Gewest, op gezamenlijke voordracht van de Minister van Financiën en Begroting en de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen.

De rekenplichtige van de Dienst en de rekenplichtige van de comités onderworpen aan de rechtsmacht van het Rekenhof, alsmede hun eventuele plaatsvervangers, worden volgens dezelfde wijze dan de controleur der vastleggingen van de Dienst door de Waalse Regering aangesteld.

Art. 18. De rekenplichtige van de Dienst is belast met :

- 1° de inning van de vastgestelde ontvangsten;
- 2° de uitvoering van de betalingen;
- 3° het beheer en het in bewaring nemen van de fondsen en waarden;

De rekenplichtige van de Ruilverkavelingscomités is belast met :

- 1° de inning van de ontvangsten van de Ruilverkavelingscomités;
- 2° de uitvoering van de betalingen bepaald door de Ruilverkavelingscomités.

De "Office wallon de Développement rural" houdt een boekhouding van de vastleggingen. Bovendien legt hij een rekening van de uitvoeringen voor.

Hij is belast met het opstellen en het houden van de in artikelen 8 en 9 bedoelde bescheiden, het houden van de vermogenscomptabiliteit en de periodieke opmaking van de inventaris van het vermogen.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 19. De uitgaven worden rechtstreeks door de rekenplichtige van de Dienst verevend en betaald zonder voorafgaand tussenkomst van het Rekenhof.

Art. 20. De Dienst is onderworpen aan de controlemacht van de Minister van Financiën en Begroting. Deze controle vindt plaats volgens de regels en voorschriften toepasselijk op het Gewest door toedoen van de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen. Hij beschikt over de meest uitgebreide machten voor de uitvoering van zijn opdracht.

Het Rekenhof kan de comptabiliteitscontrole ter plaatse organiseren. Het mag zich te allen tijde alle bewijsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten en de uitgaven evenals de activa en passiva.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 21. De Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen en de Minister van Financiën en Begroting maken een openingsbalans op aan de hand van een inventaris van de bestanddelen van de "Office wallon de Développement rural".

De te inventariseren activa- en passivawaarden worden door de Waalse Regering vastgelegd.

Art. 22. Dit besluit wordt van kracht op 15 april 1995, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 3, 4, 7, 8, 9, 12, 15, 16, 17 en 18 en 20 die van kracht worden met ingang van 1 januari 1996.

Art. 23. De Minister bevoegd voor Plattelandsontwikkeling en Ruilverkaveling van landeigendommen en de Minister van Financiën en Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Twerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN